634189-2026 - Competition

France – Architectural and related services – Mission OPC - Zone Fos-Berre-Provence
OJ S 178/2026 15/09/2026
Contract or concession notice – standard regime
Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: RTE
Email: anais.cornette@rte-france.com
Legal type of the buyer: Public undertaking
Activity of the contracting entity: Electricity-related activities

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Mission OPC - Zone Fos-Berre-Provence
Description: La consultation portera sur une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) destinée à accompagner plusieurs projets complexes de développement du réseau HTB . Elle vise à garantir la maîtrise des délais, la coordination des acteurs, la gestion des interfaces et de la coactivité, ainsi que la sécurisation des mises en service. Le titulaire assurera l'ordonnancement, la planification, le suivi des travaux, la coordination logistique et le pilotage des actions correctives en cas de dérive. La mission comprend également l'élaboration des plannings consolidés, des cahiers de phasage et des documents de gestion de la coactivité, en interface avec l'ensemble des parties prenantes du projet.
Procedure identifier: 18789fc4-f57f-479c-8555-ea8896507822
Internal identifier: CG_AOF_000123
Type of procedure: Negotiated with prior publication of a call for competition / competitive with negotiation
The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services
Main classification (cpv): 71200000 Architectural and related services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)
Country: France
Additional information: RTE Méditerranée s'étend sur l'ensemble des départements de la région Provence Alpes Côte d'Azur (04, 05, 06, 13, 83 et 84) une partie des départements de la région Occitanie (11, 30, 34, 48, 66), ainsi qu'une portion des départements d'Auvergne Rhône Alpes (07, 26).

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 5 000 000,00 EUR

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/25/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice
Breaching of obligations set under purely national exclusion grounds: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'est concerné par aucun des cas d'exclusions des procédures de passation de marchés publics, mentionnés aux articles L. 21411 à L. 21415 et L. 21417 à L. 214111 du code de la commande publique. Il s' agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l' escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants. 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés. 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire sans justification de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou sans bénéfice d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce. 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l' inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le candidat doit être en règle au regard des articles L. 52121 à L. 521211 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R. 21438 du Code de la commande publique et R. 126312 du Code du travail). 4) Le candidat ne doit pas être concerné par l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Mission OPC - Zone Fos-Berre-Provence
Description: La consultation portera sur une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) destinée à accompagner plusieurs projets complexes de développement du réseau HTB dans la région. Elle vise à garantir la maîtrise des délais, la coordination des acteurs, la gestion des interfaces et de la coactivité, ainsi que la sécurisation des mises en service. Le titulaire assurera l'ordonnancement, la planification, le suivi des travaux, la coordination logistique et le pilotage des actions correctives en cas de dérive. La mission comprend également l'élaboration des plannings consolidés, des cahiers de phasage et des documents de gestion de la coactivité, en interface avec l'ensemble des parties prenantes du projet.

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services
Main classification (cpv): 71200000 Architectural and related services

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)
Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 5 Years

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 2

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Not yet known

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

Additional information: Validité de l'offre limitée à 6 mois.

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Information about the second stage of a two-stage procedure:

The procedure will take place in successive stages. At each stage, some participants may be eliminated

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: http://fournisseurs.buyrte.cloud-rte-france.com/portal

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required
Address for submission: http://fournisseurs.buyrte.cloud-rte-france.com/portal
Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French
Electronic catalogue: Not allowed
Description of the financial guarantee: Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.
Deadline for receipt of requests to participate: 24/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No
Conditions relating to the performance of the contract: Sans objet
A non-disclosure agreement is required: yes
Additional information about the non-disclosure agreement: http://fournisseurs.buyrte.cloud-rte-france.com/portal
Legal form that must be taken by a group of tenderers that is awarded a contract: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.
Financial arrangement: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture (sauf réglementation particulière en termes de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, partly without reopening and partly with reopening of competition
Maximum number of participants: 3

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Information about review deadlines: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l' ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés

fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.
Organisation providing additional information about the procurement procedure: RTE
Organisation providing more information on the review procedures: Tribunal Judiciaire de Nanterre

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: RTE
Registration number: 44461925802482
Department: Direction des Achats
Postal address: Immeuble Window 7C, Place du Dôme
Town: LA DEFENSE Cedex
Postcode: 92073
Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Country: France
Email: anais.cornette@rte-france.com
Telephone: +33488674454
Internet address: https://fournisseurs.buyrte.cloud-rte-france.com/portal/
Buyer profile: http://fournisseurs.buyrte.cloud-rte-france.com/portal
Roles of this organisation:
Buyer
Organisation providing additional information about the procurement procedure

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Registration number: 17780111500151
Department: Instance chargée des procédures de recours
Postal address: Immeuble Window 7C, Place du Dôme
Town: Nanterre
Postcode: 92020
Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Country: France
Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr
Telephone: 01 40 97 10 10
Internet address: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre
Roles of this organisation:
TED eSender
Review organisation
Organisation providing more information on the review procedures

Notice information

Notice identifier/version: a4f97262-b34d-4762-ac73-6d863031d296 - 01
Form type: Competition
Notice type: Contract or concession notice – standard regime
Notice subtype: 17

Notice dispatch date: 11/09/2026 15:59:57 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time
Languages in which this notice is officially available: French
Notice publication number: 634189-2026
OJ S issue number: 178/2026
Publication date: 15/09/2026